

Elevages
9, rue du sabot
22440 Ploufragan

Ploufragan, le 26/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCEA GRONE

PEN AN ALLEE
22140 Prat

Code AIOT : 0052204897

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement SCEA GRONE implanté AR RU 22140 Coatascorn. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCEA GRONE
- AR RU 22140 Coatascorn
- Code AIOT : 0052204897
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

ICPE agricole porcine soumise à autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Suivi station de traitement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1 | Respect des effectifs animaux ou de la production | Arrêté Préfectoral du 01/04/2004, article 1 | Demande d'action corrective | 6 mois |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|------------------------------|--|--|-----------------------|
| | d'azote du dossier | | | |
| 4 | flux entrant dans la station | Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article 5-6-1 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 7 | Plan d'épandage | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---------------------------------------|---|--------------------------|
| 2 | Déclaration annuelle des flux d'azote | Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 | Sans objet |
| 3 | respect Mise en demeure | Arrêté Préfectoral du 09/02/2022, article 1 | Levée de mise en demeure |
| 5 | Déclaration GERP | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Sans objet |
| 6 | Défense contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Sans objet |
| 8 | Bordereaux import, export | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est nécessaire pour l'exploitant de mettre en œuvre les mesures suffisantes pour corriger les anomalies constatées, lors de cette inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Respect des effectifs animaux ou de la production d'azote du dossier

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/04/2004, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, dispositions générales |
| Prescription contrôlée : La SCEA GRONE ci-après dénommée l'éleveur, dont le siège social est situé lieu-dit « Pen An Allée » à Prat est autorisée à exploiter, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à cette même adresse, à moins de 100 m des tiers les plus proches, un élevage porcin, dont la capacité maximale est de 2096 emplacements de porcs de production de plus de 30 kg et de 2764 Animaux Equivalents. |
| Constats : Non conforme |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |

| |
|--|
| La légère surproduction est due aux retards survenus pour les travaux de restructuration des autres exploitations du gérant. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 6 mois |

N° 2 : Déclaration annuelle des flux d'azote

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/05/2024, article 4.2 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse |
| Prescription contrôlée : PAR7 Art 4.2 : Toute personne physique ou morale épandant des fertilisants azotés sur une parcelle agricole située en région Bretagne ou dont l'activité génère un fertilisant azoté destiné à l'épandage sur une parcelle agricole, que cette parcelle soit située ou non dans la région, a l'obligation d'effectuer chaque année une déclaration, sincère et véritable des quantités d'azote de toutes origines épandues ou cédées. En application de l'article L.211-3, point III du code de l'environnement, cette obligation est étendue aux vendeurs d'azote minéral et aux opérateurs effectuant la transformation d'effluents d'élevage et/ou le commerce de fertilisants organiques produits à partir d'effluents d'élevage. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : respect Mise en demeure

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/02/2022, article 1 |
| Thème(s) : Élevage, couverture des fosses |
| Prescription contrôlée : La meilleure technique disponible (MTD) n° 16 de l'annexe de la Décision n° 2017/302 de la Commission, établissant les conclusions sur les meilleures techniques (MTD). La MTD 16 vise à réduire les émissions atmosphériques provenant d'une fosse à lisier et consiste à appliquer une combinaison de techniques, dont la couverture des fosses. |
| Constats : Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Levée de mise en demeure |

N° 4 : flux entrant dans la station

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/01/2024, article 5-6-1 |
| Thème(s) : Élevage, unité de traitement |
| Prescription contrôlée : Débits et flux de pollution entrant dans la centrifugeuse à savoir par an 10356 m ³ soit 46969 Unités d'Azote et 27794 Unités de P2O5 |

| |
|---|
| Constats : |
| Non conforme |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| il est nécessaire que la centrifugation des lisiers soit réalisée conformément aux prescriptions définies dans l'arrêté préfectoral de référence. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Déclaration GERE

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Emission d'ammoniac |
| Prescription contrôlée : |
| L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. |
| Constats : |
| Conforme |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Défense contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : |
| L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. |
| A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. |
| La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. |
| Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. |
| Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâti- |

| |
|---|
| <p>ments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.</p> <p>Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 7 : Plan d'épandage

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées, les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Non conforme</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est nécessaire de respecter la gestion des effluents décrite dans les plans et mémoires annexés à l'arrêté préfectoral de référence.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 8 : Bordereaux import, export

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

| |
|---|
| <p>Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement.</p> <p>Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Conforme</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |